

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ville de Brownsburg-Chatham | 76043 |

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	27
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	28
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	29
Situation financière par organismes	30
Charges par objets	31
Excédent (déficit) accumulé	32
Avantages sociaux futurs	36

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	43
Analyse des charges consolidées	55

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Ville de Brownsburg-Chatham

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Brownsburg-Chatham (la « Ville »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2023 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, à l'exception des incidences éventuelles du problème décrit dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2023, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion avec réserve

Dans le cadre de l'application, à compter du 1er janvier 2023, du chapitre SP 3280 « Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations », du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, la Ville aurait dû procéder à la comptabilisation, au 31 décembre 2023, des obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations. La Ville, n'ayant pas complété l'analyse de ses obligations liées à la mise hors service de ses immobilisations, aucun montant n'a été comptabilisé à ce titre au rapport financier.

Par conséquent, nous n'avons pas été en mesure de déterminer les ajustements qui auraient pu s'avérer nécessaires au niveau des immobilisations, des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, à l'amortissement des immobilisations, à la charge de désactualisation et à l'excédent accumulé ou à d'autres postes des états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2023. À cet égard, les états financiers consolidés dérogent aux normes comptables du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public. Cette situation nous conduit donc à exprimer une opinion modifiée sur les états financiers consolidés de l'exercice considéré.

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit avec réserve.

Observations- Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle. Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

BFL CPA S.E.N.C.R.L1

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

[Original signé par]

1 Par Valérie Lamarre, CPA auditrice
Saint-Jérôme, 24 septembre 2024

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022
Revenus			
Taxes	1	11 657 203	10 988 568
Compensations tenant lieu de taxes	2	58 167	63 938
Quotes-parts	3	64 317	
Transferts	4	4 396 777	1 496 300
Services rendus	5	1 992 657	1 834 596
Imposition de droits	6	943 400	1 155 560
Amendes et pénalités	7	101 689	40 248
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	575 913	329 281
Autres revenus	10	1 852 741	231 680
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11	(178 228)	(333 895)
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	21 464 636	15 806 276
Charges			
Administration générale	14	2 295 654	1 876 562
Sécurité publique	15	2 935 795	2 616 152
Transport	16	4 728 074	4 214 420
Hygiène du milieu	17	2 481 430	2 190 415
Santé et bien-être	18	26 998	36 697
Aménagement, urbanisme et développement	19	835 120	592 708
Loisirs et culture	20	3 309 839	2 879 865
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	549 963	431 286
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	17 162 873	14 838 105
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 301 763	968 171
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	31 389 296	28 590 238
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		1 830 887
Solde redressé	28	31 389 296	30 421 125
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	35 691 059	31 389 296

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	8 475 685	5 926 506
Débiteurs (note 5)	2	8 443 859	4 779 258
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4		
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	2 562 363	2 740 501
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6		
Autres actifs financiers (note 8)	7		
	8	19 481 907	13 446 265
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 9)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	3 251 740	2 117 466
Revenus reportés (note 11)	12	1 066 987	528 839
Dette à long terme (note 12)	13	20 849 883	17 237 203
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14		
Autres passifs (note 14)	15		
	16	25 168 610	19 883 508
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(5 686 703)	(6 437 243)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	40 865 000	37 291 803
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	461 819	521 850
Stocks de fournitures	20		
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	50 943	12 886
	23	41 377 762	37 826 539
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	35 691 059	31 389 296
L'excédent (déficit) accumulé est constitué des éléments suivants :			
Excédent (déficit) accumulé lié aux activités	25	35 691 059	31 389 296
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	26		
	27	35 691 059	31 389 296

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations	
		2023	2022 Redressé note 23
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 301 763	968 171
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	5 983 576)(	2 444 369)
Produit de cession	3	205 394	
Amortissement	4	2 237 298	2 166 630
(Gain) perte sur cession	5	(4 081)	5 432
Réduction de valeur / Reclassement	6		(154 665)
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(3 544 965)	(426 972)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	60 031	(55 611)
Variation des stocks de fournitures	10		
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	(38 057)	(8 072)
	13	21 974	(63 683)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15	(28 232)	427 185
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	750 540	904 701
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(6 437 243)	(8 745 646)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		1 403 702
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(6 437 243)	(7 341 944)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(5 686 703)	(6 437 243)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

L'état consolidé des gains et pertes de réévaluation n'est pas présenté, car l'organisme ne détient aucun instrument financier évalué à la juste valeur ou découlant d'une opération en devises pour lequel aucun choix n'a été effectué en vertu du paragraphe .19A du chapitre SP 2601 - *Conversion des devises*.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022 Redressé note 23
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 301 763	968 171
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	2 237 298	2 166 630
Autres			
▪ Perte de cession	3.1	(4 081)	5 432
▪ Ajustement valeur / Consolidé	3.2	177 072	(11 585)
▪ Quotepart	3.3	178 228	333 895
▪ GP sur disposition	3.4		83 850
	4	6 890 280	3 546 393
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	5	(3 664 601)	159 323
Autres actifs financiers	6		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	7	1 134 274	(317 111)
Revenus reportés	8	538 148	36 049
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	9		
Propriétés destinées à la revente	10	60 031	(55 611)
Stocks de fournitures	11		
Autres actifs non financiers	12	(38 057)	(8 072)
	13	4 920 075	3 360 971
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	14	(5 983 576)	(2 444 369)
Produit de cession des immobilisations corporelles	15		
Acquisition d'actifs incorporels achetés	16	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	17		
	18	(5 983 576)	(2 444 369)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	19	()	()
Remboursement ou cession	20		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	21	()	()
Cession	22		
	23		
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	24	5 152 800	949 265
Remboursement de la dette à long terme	25	(1 443 590)	(1 305 863)
Variation nette des emprunts temporaires	26		(51 330)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	(96 530)	10 284
Autres			
▪	28.1		
	29	3 612 680	(397 644)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	30	2 549 179	518 958
Solde déjà établi	31	5 926 506	5 407 548
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		
Solde redressé	33	5 926 506	5 407 548
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	8 475 685	5 926 506

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville a été constituée en vertu du code municipal. Elle résulte de la fusion des anciennes municipalités du Village de Brownsburg et du Canton de Chatham à la suite du décret # 112-99 émis par le gouvernement du Québec le 29 septembre 1999.

En date du 6 juillet 2002, la Ville a obtenu un changement de régime. Dorénavant, celle-ci cesse d'être régie par le Code municipal du Québec pour être régie par la Loi sur les cités et villes. À cette même date, le nom de la Ville a changé pour Ville de Brownsburg-Chatham.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organismes présenté aux pages S13 et S14 et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée à la page S23.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la ville excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville . Ils incluent aussi la quote-part revenant à la Ville de Brownsburg-Chatham dans les actifs, les passifs, les revenus et les charges des partenariats auxquels elle participe. Cette consolidation se fait ligne par ligne.

Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et les partenariats.

a) Périmètre comptable

S . O .

b) Partenariats

Les partenariats de la Ville comprennent les organismes suivants:

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute (RAEUCL): Consolidation ligne par ligne représentant une quote-part de 10,1531 % (9,5764 % en 2022) pour les postes de revenus et dépenses et 9,745 % (9,4765 % en 2022) pour les postes d'actifs, passifs et excédents.

La Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est un partenariat commercial qui constitue une entreprise municipale conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Elle est présentée aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

La quote-part de la Ville de Brownsburg-Chatham dans la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes est de 27,95 %.

B) Comptabilité d'exercice

Les opérations de la Ville sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des charges, des actifs, des passifs, des droits et obligations contractuels et des actifs et passifs éventuels. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs et les prêts, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie utile des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice.

C) Actifs financiers

Les actifs financiers constituent des éléments d'actifs qui peuvent être utilisés pour rembourser les dettes existantes ou pour financer des opérations futures. Ils ne sont pas destinés à la consommation dans le cours normal des activités.

Trésorerie et équivalent de trésorerie

La politique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Passifs

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de remboursement de la dette à long terme afférente et sont présentés en contrepartie de la dette à long terme.

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations de taxes représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluations foncières et à des contestations de codifications prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Revenus reportés

Les revenus reportés sont transférés aux revenus lorsque les critères de constatation sont satisfaits et lorsque les charges ou les dépenses sont également comptabilisées.

Les sommes reçues pour fins de parcs et terrains de jeux en vertu de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme sont reportées jusqu'à ce qu'elles servent à acquérir ou aménager des terrains à ces fins.

E) Actifs non financiers

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et présentées à leur valeur amortie. Les dons sont comptabilisés à la valeur marchande. Les immobilisations sont amorties linéairement selon leur durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service et selon les périodes d'amortissement suivantes :

Infrastructures :	15, 20 et 40 ans
Bâtiments :	40 ans
Véhicules :	15 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	3 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement :	15 et 20 ans

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Propriétés destinées à la revente

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

F) Revenus

Constataion des revenus

Les taxes foncières sont constatées lors du dépôt du rôle de perception;

Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement;

Les taxes foncières et les paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur;

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution;

Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;

Le gain ou perte sur cession d'actifs immobilisés est comptabilisé à la date de l'acte de transfert;

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Les revenus de transferts sont constatés à l'état consolidé des résultats lors de l'enregistrement des charges et des coûts d'immobilisations auxquels ils se rapportent, dans la mesure où ils ont été autorisés par le cédant et que les critères d'admissibilité sont atteints, sauf si les stipulations dont sont assortis les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est inscrit dans les revenus reportés et est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

Compte tenu de l'historique de paiement des gouvernements cédants, la Ville considère que les revenus de transferts sont autorisés par ceux-ci à partir du moment où les ententes qui les sous-tendent sont signées.

G) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées. La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des Normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette);
- pour le fonds d'amortissement associé en contrepartie à cette dette à long terme, le cas échéant : au fur et à mesure du service de dette (capital et intérêts) encouru pour cette dette avec fonds d'amortissement.

I) Instruments financiers

Lors de leur comptabilisation initiale, les instruments financiers sont classés soit dans la catégorie des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement soit dans celle sur les instruments financiers évalués à la juste valeur. Les opérations qui ne sont pas de nature contractuelle ne génèrent pas d'éléments considérés comme des instruments financiers.

La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements de portefeuille et autres actifs financiers sont classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les débiteurs, à l'exception des taxes municipales à recevoir, taxes à la consommation, mutations, amendes et pénalités à recevoir et subventions à recevoir, déduction faite de la provision pour créances douteuses sont aussi classés dans la catégorie des actifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les créditeurs et charges à payer, à l'exception des avantages sociaux à payer, retenues et dépôts de garanties et provisions et les dettes sont classés dans la catégorie des passifs financiers évalués au coût ou au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les coûts de transaction sont ajoutés à la valeur comptable des instruments financiers évalués au coût ou au coût après amortissement lors de leur comptabilisation initiale. Toutefois, lors de la comptabilisation initiale des éléments classés dans les instruments financiers évalués à la juste valeur, les coûts de transaction sont passés en charge.

J) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds, soit celles impliquant un fonds réservé ou celles touchant l'excédent de fonctionnement affectés et l'excédent de fonctionnement non affectés. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des charges.

Excédent de fonctionnement affecté

L'excédent de fonctionnement affecté correspond à la partie de l'excédent dont l'utilisation est réservée par la loi ou par des résolutions du conseil municipal à des fins précises.

Fonds réservés

En vertu des règlements de la Ville et des lois gouvernant le secteur municipal, certaines sommes perçues doivent être affectées à des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques. L'utilisation de ces fonds est réservée notamment aux usages suivants:

Fonds de roulement

Ce fond est constitué de sommes d'argent mises de côté afin de permettre à la Ville d'y effectuer des emprunts. Ces emprunts servent principalement au financement des coûts en immobilisations et doivent être remboursés sur une période maximale de 10 ans.

Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements de capital relatifs aux emprunts contractés et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

Montant des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme

Les débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme sont créés lors de l'émission présente ou à venir d'une dette à long terme sur la base des taux de subvention des différentes immobilisations faisant l'objet du financement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

3. Modification de méthodes comptables

Adoption initiale — Instruments financiers (chapitre SP 3450, SP 3401 et SP 1201)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences des chapitres SP 3450- Instruments financiers, SP 3041- Placements de portefeuille et SP 1201- Présentation des états financiers consolidés, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicables aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Le chapitre SP 3450 comprend des exigences relatives à la constatation, à la mesure et à la présentation des instruments financiers, notamment par la constatation à la juste valeur plutôt qu'au coût de certains instruments.

Cette norme comprend également de nouvelles exigences importantes en ce qui concerne l'information à fournir aux états financiers consolidés, notamment sur les risques découlant des instruments financiers. L'adoption de ces nouvelles exigences, appliquées de façon prospective, n'a eu aucune incidence sur les états financiers consolidés de la Ville, mis à part en ce qui concerne la divulgation d'information portant sur les risques découlant des instruments financiers présentée à la note 25.

Adoption initiale — obligations liées à la mise hors service d'immobilisations (chapitre SP 3280)

À compter du présent exercice, la Ville a adopté les exigences du nouveau chapitre SP 3280- Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations, du Manuel de comptabilité de CPA Canada pour le secteur public, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2022. Conformément aux exigences du nouveau chapitre SP 3280, la Ville comptabilise un passif et une augmentation correspondante du coût de l'immobilisation corporelle visée à l'égard des obligations juridiques qui sont liées à la mise hors service d'une immobilisation corporelle et qui résultent de son acquisition, de sa construction, de son développement, de sa mise en valeur ou de son utilisation normale. Ces recommandations s'appliquent aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles contrôlées par la Ville qui font ou non encore l'objet d'un usage productif, y compris les immobilisations corporelles louées.

Conformément aux nouvelles exigences, la Ville doit comptabiliser un tel passif lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- il existe une obligation juridique qui oblige la Ville à engager des coûts de mise hors service relativement à une immobilisation corporelle;
- l'opération ou l'événement passé à l'origine du passif est survenu;
- il est prévu que des avantages économiques futurs seront abandonnés;
- il est possible de procéder à une estimation raisonnable du montant en cause.

La Ville n'a pas procédé à l'adoption de cette nouvelle norme, car elle n'a pas procédé à l'identification et à l'évaluation, au 1er janvier 2023 ni au 31 décembre 2023, de ses passifs au titre des obligations liées à la mise hors service des immobilisations, ce qui constitue une dérogation aux normes canadiennes pour le secteur public.

La Ville aurait dû identifier les immobilisations corporelles ou les composantes présentant un risque de passif au titre des obligations liées à la mise hors service, estimer et comptabiliser le montant de ce passif en plus de fournir les informations sur ces obligations.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2023	2022
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	8 475 685	5 926 506
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments	3.1		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	8 475 685	5 926 506
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	5	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	6	8 475 685	5 926 506
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	7	150 764	192 785
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	8		

Note**5. Débiteurs**

		2023	2022
Taxes municipales	9	1 484 587	1 632 875
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	10	(69)	1 294
Gouvernement du Québec et ses entreprises	11	4 699 709	1 474 246
Gouvernement du Canada et ses entreprises	12	1 055 865	523 430
Organismes municipaux	13	208 821	134 768
Autres			
▪ Droit de mutation	14.1	567 458	837 028
▪ Autres	14.2	427 488	175 617
	15	8 443 859	4 779 258
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	2 405 923	258 949
Gouvernement du Canada et ses entreprises	17		
Organismes municipaux	18		
Autres tiers	19		
	20	2 405 923	258 949
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	21	157 500	62 670
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	22	1 129 152	840 005
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	23		
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	24	11 513	10 692
Ministère de la Culture et des Communications	25	42 133	39 807
Autres ministères/organismes	26	3 516 911	583 742
	27	4 699 709	1 474 246

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

6. Prêts

	2023	2022
Prêts à un office d'habitation	28	
Prêts à un fonds d'investissement	29	
Autres		
▪	30.1	
	31	
Provision pour moins-value déduite des prêts	32	

Note**7. Placements de portefeuille**

	2023	2022
Placements à titre d'investissement	33	
Autres placements	34	
	35	
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	36	
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	37	

Note**8. Autres actifs financiers**

	2023	2022
Propriétés destinées à la revente (note 16)	38	
Autres	39	
	40	

Note**9. Emprunts temporaires**

La ville dispose d'une marge de crédit non garanti, d'un montant autorisé de 950 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière. Au 31 décembre 2023, les emprunts temporaires utilisés se chiffrent à 0\$ (0\$ au 31 décembre 2022).

Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute

La régie bénéficie d'une ouverture de crédit bancaire de 4 750 000 \$ (462 888 \$ selon le taux de participation) portant intérêt au taux préférentiel (7,20%) est renouvelable en décembre 2025. Au 31 décembre 2023, un montant de 4 750 000\$ était disponible.

La régie dispose d'une facilité de crédit de 300 000\$ (29 235 \$ selon le taux de participation) portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière diminué de 5,69% (1,51%) et est non renouvelable en décembre 2025. Au 31 décembre 2023, un montant de 300 000\$ était disponible.

La régie dispose d'une facilité de crédit de 2 500 000\$ (243 625 \$ selon le taux de participation) portant intérêt au taux préférentiel de l'institution financière (7,20%) et est renouvelable en décembre 2026. Au 31 décembre 2023, un montant de 2 500 000\$ était disponible.

Régie intermunicipale Argenteuil-Deux-Montagnes

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

La régie dispose d'une facilité de crédit de crédit, non garantie, d'un montant autorisé de 1 000 000 \$ (279 500 \$ selon le taux de participation), portant intérêt au taux préférentiel (7,2 %; 6,45 % au 31 décembre 2022) et renouvelable annuellement. Au 31 décembre 2023, un montant de 1 000 000\$ était disponible.

10. Crédeurs et charges à payer

		2023	2022
Fournisseurs	41	1 698 308	848 712
Salaires et avantages sociaux	42	651 854	510 606
Dépôts et retenues de garantie	43	606 245	373 300
Provision pour contestations d'évaluation	44		
Autres			
▪ Organismes municipaux	45.1	63 952	151 020
▪ Intérêts courus	45.2	192 055	97 193
▪ Allocations départs	45.3	94 768	134 958
▪ Autres	45.4	(55 442)	1 677
	46	3 251 740	2 117 466

Note**11. Revenus reportés**

		2023	2022
Taxes perçues d'avance	47	120 967	95 066
Transferts			
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	48		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	49		
Accès entreprise Québec	50		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	51		
Autres			
▪	52.1		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	53		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	54	748 274	234 696
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	55		
Société québécoise d'assainissement des eaux	56		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	57		
Autres contributions des promoteurs	58		
Fonds de redevances réglementaires	59		
Autres			
▪ Location de terre	60.1	180 797	183 456
▪ Divers	60.2	16 949	15 621
	61	1 066 987	528 839

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

12. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2023	2022
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,35	6,00	2024	2028	62	21 060 856	17 351 646
Obligations et billets en monnaies étrangères					63		
Gains (pertes) de change reportés					64		
					65		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					66		
Organismes municipaux					67		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					68		
Autres					69		
					70	21 060 856	17 351 646
Frais reportés liés à la dette à long terme					71	(210 973)	(114 443)
					72	20 849 883	17 237 203

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2023
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2024	73		1 733 944			1 733 944
2025	74		1 786 952			1 786 952
2026	75		1 778 886			1 778 886
2027	76		1 713 285			1 713 285
2028	77		1 720 675			1 720 675
2029 et plus	78		12 327 114			12 327 114
	79		21 060 856			21 060 856
Intérêts et frais accessoires	80		()		()	()
	81		21 060 856			21 060 856

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

13. Avantages sociaux futurs

	2023	2022
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	82	
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	83	
	84	
Charge de l'exercice		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	85	
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	86	
Régimes à cotisations déterminées	87	
Autres régimes (REER et autres)	88	221 950
Régimes de retraite des élus municipaux	89	17 294
	90	239 244
		185 874
		16 378
		202 252

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**14. Autres passifs**

	2023	2022
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	91	
Assainissement des sites contaminés	92	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	93	
Autres		
▪	94.1	
	95	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations au début de l'exercice	96	
Passifs engagés	97	
Passifs réglés	98	() ()
Charge de désactualisation ¹	99	
Révisions des estimations de flux de trésorerie	100	
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations à la fin de l'exercice	101	

1. La charge de désactualisation est le montant correspondant à l'augmentation de la valeur comptable d'une obligation liée à la mise hors service d'une immobilisation, qui est attribuable à l'écoulement du temps.

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	102	14 442 878	571 968	(456)	15 015 302
Eaux usées	103	13 140 214	241 271	(44 784)	13 426 269
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	104	21 726 419	3 670 672	138 450	25 258 641
Autres					
▪ Autres	105.1	5 568 943	261 940	(217 275)	6 048 158
Réseau d'électricité	106				
Bâtiments	107	4 043 878	55 627		4 099 505
Améliorations locatives	108				
Véhicules	109	4 264 590	425 059	(73 043)	4 762 692
Ameublement et équipement de bureau	110	349 192	40 573		389 765
Machinerie, outillage et équipement divers	111	2 888 212	267 229	23 927	3 131 514
Terrains	112	1 089 211	20 741	(1 067)	1 111 019
Autres	113				
	114	67 513 537	5 555 080	(174 248)	73 242 865
Immobilisations en cours	115	544 218	428 496	362 984	609 730
	116	68 057 755	5 983 576	188 736	73 852 595
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	117	7 816 086	306 337	(203)	8 122 626
Eaux usées	118	5 732 256	344 560	(25 582)	6 102 398
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	119	8 957 058	799 822	59 544	9 697 336
Autres					
▪ Autres	120.1	1 475 041	228 518	(38 698)	1 742 257
Réseau d'électricité	121				
Bâtiments	122	2 547 521	78 230		2 625 751
Améliorations locatives	123				
Véhicules	124	2 704 350	258 018	1 737	2 960 631
Ameublement et équipement de bureau	125	164 302	40 529		204 831
Machinerie, outillage et équipement divers	126	1 369 338	181 284	18 857	1 531 765
Autres	127				
	128	30 765 952	2 237 298	15 655	32 987 595
VALEUR COMPTABLE NETTE	129	37 291 803			40 865 000
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	130	428 803		428 803	
Amortissement cumulé	131	(266 831)		(266 831)	
Valeur comptable nette	132	161 972			

Note

Il y a eu des ajustements d'immobilisations corporelles au courant de l'année, car la quote-part des actifs et passifs de la Régie d'assainissement des eaux usées de Chatham/Lachute a variée de 9,7465 % en 2022 à 9,7450% en 2023

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

16. Propriétés destinées à la revente

		2023	2022
Immeubles de la réserve foncière	133	415 952	475 983
Immeubles industriels municipaux	134		
Autres	135	45 867	45 867
	136	461 819	521 850
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 8)	137		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	138	461 819	521 850

Note**17. Actifs incorporels achetés**

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	139.1				
	140				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	141.1				
	142				
VALEUR COMPTABLE NETTE	143				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2023	2022
Frais payés d'avance			
▪ Divers	144.1	50 943	12 886
Autres			
▪	145.1		
	146	50 943	12 886

Note**19. Obligations contractuelles**

La Ville de Brownsburg-Chatham est membre de la Municipalité régionale de comté d'Argenteuil. De ce fait, elle doit assumer sa part des charges de cet organisme.

L'engagement de la Ville de Lachute, en vertu de contrats de collecte et transport de matières résiduelles, d'entretien, la gestion des infrastructure d'eau potable, de soutien aux logiciels, de déneigement et autres obligations s'élève à 4 169 140 \$.

Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

2024 -	1 706 410 \$
2025 -	877 388 \$
2026 -	906 433 \$
2027 -	564 743 \$
2028 -	106 960 \$
Autres -	7 206 \$

20. Droits contractuels

La municipalité reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractés pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 2 405 026 \$ sur une période de 20 ans.

Les montants qui seront encaissés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2024 -	182 069 \$
2025 -	191 446 \$
2026 -	200 747 \$
2027 -	210 795 \$
2028 -	170 090 \$
Autres -	1 449 879 \$

21. Passifs éventuels

S.O

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2023	2022
Emprunts temporaires			
▪	147.1		
	148		
Dettes à long terme			
▪	149.1		
	150		
	151		

S.O.

B) Auto-assurance

S.O.

C) Poursuites

La Ville de Brownsburg-Chatham et la MRC d'Argenteuil font l'objet d'une poursuite pour un montant de 8,7 millions de dollars de perte de profits. La requête vise la propriété d'un terrain détenu par la Ville de Brownsburg-Chatham, mais dont la MRC est locataire. Selon l'avis de la direction, la réclamation est surévaluée, mais elle n'a pas en main les données pour quantifier le dommage maximum. Il est présentement impossible d'évaluer le dénouement de ce litige, ni le montant qui devrait être payé en cas de défaite de la MRC. Par conséquent, aucune provision n'a été constituée dans les états financiers.

D) Autres

S.O.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

22. Actifs éventuels

S . O .

23. Redressement aux exercices antérieurs

La ville a découvert que la participation de la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes n'était pas comptabilisé selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, elle était plutôt consolidé ligne par ligne représentant la quote-part de la participation soit 27,95 %.

De plus, la Régie intermunicipale Argenteuil Deux-Montagnes, pour laquelle la Ville comptabilise dans ses états financiers une participation selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, a redressé ses états financiers 2022 et antérieurs. En conséquence, la Ville a redressé sa participation et ce redressement a eu pour effet d'augmenter (diminuer) les postes suivants pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022 :

État consolidé des résultats (page S7)

Autres revenus : -83 850 \$

Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux : -333 895 \$

État consolidé de la situation financière (page S8)

Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux : 2 740 501 \$

Excédent (déficit) accumulé : 2 740 501 \$

Résultats détaillés par organismes (page S12)

Autres revenus : -83 850 \$

Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux : -333 895 \$

Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes (page S13)

Provision pour moins-value / Réduction de valeur : -333 895 \$

Gain perte sur remboursement ou sur cession : 83 850 \$

Affectations - Activité d'investissement - 333 895 \$

Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes (page S14)

Affectations - Activités de fonctionnement : - 333 895 \$

Situation financière par organisme (page S15)

Investissement net dans les immobilisations et autres actifs 2 740 501 \$

24. Données budgétaires

Les données sectorielles ne comportent une comparaison avec le budget qu'en ce qui concerne l'administration municipale. Aucune information concernant le budget de l'organisme consolidé n'est présentée.

25. Instruments financiers

Dans le cours normal de ces activités, la Ville est exposée à différents types de risques, tels que le risque de crédit, le risque de liquidité et le risque de marché. La direction a mis en place des politiques et des procédés en matière de contrôle et de gestion qui l'assurent de gérer les risques inhérents aux instruments financiers et d'en minimiser les impacts potentiels.

Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à l'une de ses obligations et, de ce fait, amène l'autre partie à subir une perte financière. Les principaux risques de crédit potentiels pour la Ville sont liés à la trésorerie et les équivalents de trésorerie, aux débiteurs (à l'exception des taxes à la consommation, des taxes, des mutations et des amendes et pénalités) et aux placements de portefeuille.

L'exposition maximale de la Ville au risque de crédit correspond aux montants présentés à l'état de la situation financière au 31 décembre.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Le risque de crédit associé à la trésorerie et les équivalents de trésorerie est jugé négligeable, puisque les contreparties sont des institutions financières reconnues ayant une cote de solvabilité élevée attribuée par des agences de notation reconnues. Débiteurs Le risque de crédit associé aux débiteurs autres que les taxes municipales, les taxes à la consommation, les mutations et les amendes et pénalités à recevoir, est réduit, puisque la Ville évalue régulièrement la probabilité de recouvrement. La Ville ne déteint aucun actif en garantie des débiteurs. En raison de la diversité de ses débiteurs et de leurs secteurs d'activité, la Ville croit que la concentration du risque de crédit à l'égard de ceux-ci est minime. Elle établit la provision pour créances douteuses en fonction du risque de crédit spécifique et des tendances historiques des débiteurs. Elle enregistre une dépréciation seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. Le risque de crédit associé aux subventions à recevoir est réduit au minimum puisque ces sommes proviennent des gouvernements.

La balance chronologique des débiteurs, déduction faite de la provision pour créances douteuses, au 31 décembre se détaille comme suit :

	2023	2022
Non en souffrance	720 952 \$	844 819 \$
En souffrance:		
Moins de 30 jours	282 695 \$	330 538 \$
de 30 à 60 jours	71 434 \$	- \$
Plus de 60 jours	<u>1 546 739 \$</u>	<u>1 543 798 \$</u>
	2 621 819 \$	2 719 155 \$
Moins la provision pour créances douteuses	<u>(128 722) \$</u>	<u>(100 252) \$</u>
Total	2 493 097 \$	2 618 903 \$
Provision pour créances douteuses		
Solde au début	100 252 \$	122 049 \$
Provision comptabilisées aux résultats de l'exercice	<u>(28 470) \$</u>	<u>(21 797) \$</u>
Solde de fin	128 722 \$	100 252 \$

L'organisme municipal est d'avis que la provision pour créances douteuses est suffisante pour couvrir le risque de non-paiement.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme municipalité prouve des difficultés à honorer ses engagements financiers. L'organisme municipal gère ce risque en tenant compte de ses besoins opérationnels et en recourant à ses facilités de crédit. L'organisme municipale établit des prévisions de trésorerie afin de s'assurer qu'il dispose des fonds nécessaires pour satisfaire ses obligations.

Les flux de trésorerie contractuels relatifs aux passifs financiers se détaillent comme suit:

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023				
	Moins d'un an	De 1 à 3 ans	De 4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Emprunt	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financiers	3 248 500 \$	- \$	- \$	- \$	3 248 500 \$
Intérêts courus	734 020 \$	- \$	- \$	- \$	734 020 \$
Dettes	<u>1 709 200 \$</u>	<u>5 129 200 \$</u>	<u>3 279 400 \$</u>	<u>10 662 200 \$</u>	<u>20 870 000 \$</u>
	5 691 720 \$	7 472 548 \$	4 558 453 \$	10 662 200 \$	28 384 921 \$
	2022				
Emprunt	- \$	- \$	- \$	- \$	- \$
Créditeurs et charges à payer sous forme d'instrument financiers	2 084 666 \$	- \$	- \$	- \$	2 084 666 \$
Intérêts courus	487 678 \$	- \$	- \$	- \$	487 678 \$
Dettes	<u>1 426 200 \$</u>	<u>5 234 400 \$</u>	<u>3 394 900 \$</u>	<u>7 087 900 \$</u>	<u>17 143 400 \$</u>
	3 998 544 \$	5 234 400 \$	3 394 900 \$	7 087 900 \$	19 715 744 \$

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison de variations du prix du marché. Le risque de marché comprend le risque de taux d'intérêt. L'organisme municipal est exposé à ce risque.

Risque de taux d'intérêt

L'exposition au risque de taux d'intérêt de l'organisme municipal est attribuable à ses actifs et passifs financiers portant intérêt. Pour les instruments financiers portant intérêt à taux fixes, la volatilité des taux d'intérêt se répercute sur la juste valeur des actifs et des passifs financiers, mais comme l'organisme municipal a l'intention de conserver ses prêts jusqu'à échéance et prévoit rembourser ses emprunts et ses dettes selon l'échéance prévue, il est peu exposé à ce risque.

L'organisme municipal est exposé au risque associé aux variations des taux d'intérêt de ses emprunts, ses prêts et sa trésorerie et équivalents de trésorerie à taux variables. Ce risque est réduit puisque ces emprunts sont remboursables en tout temps et ont, généralement, une échéance de deux ans et moins. La valeur comptable des instruments financiers portant intérêt se détaille comme suit :

Les instruments financiers à taux fixes sont la dette à long terme. Les instruments financiers à taux variable sont la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les emprunts temporaires lorsqu'ils sont utilisés. Considérant que la Ville comptabilise ses instruments financiers à taux fixe au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif et non à la juste valeur, l'exposition au risque de fluctuation de taux d'intérêt est faible d'autant plus que la Ville prévoit les rembourser selon l'échéancier prévu.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

26. Données comparatives

Certaines données correspondantes fournies pour l'exercice précédent ont été reclassées en fonction de la présentation adoptée pour le présent exercice.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Budget 2023	Réalizations 2023		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	10 988 568	11 720 600	11 657 203		11 657 203
Compensations tenant lieu de taxes	2	63 938	58 100	58 167		58 167
Quotes-parts	3				165 399	64 317
Transferts	4	886 181	883 600	886 038		886 038
Services rendus	5	1 834 596	1 991 700	1 992 657		1 992 657
Imposition de droits	6	1 155 560	520 900	943 400		943 400
Amendes et pénalités	7	40 248	65 300	101 689		101 689
Revenus de placements de portefeuille	8	329 280				
Autres revenus d'intérêts	9		166 800	575 913		575 913
Autres revenus	10	88 049	41 200	1 809 875		1 809 875
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	15 386 420	15 448 200	18 024 942	165 399	18 089 259
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	610 065		3 510 706	33	3 510 739
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	118 198		42 866		42 866
Autres	18	25 433				
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19	(333 895)		(178 228)		(178 228)
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	419 801		3 375 344	33	3 375 377
	22	15 806 221	15 448 200	21 400 286	165 432	21 464 636
Charges						
Administration générale	23	1 826 322	2 234 500	2 251 411	36 039	2 295 654
Sécurité publique	24	2 462 760	2 732 200	2 761 411	174 384	2 935 795
Transport	25	3 201 242	3 589 100	3 701 603	1 026 471	4 728 074
Hygiène du milieu	26	1 575 871	1 992 100	1 840 732	595 497	2 481 430
Santé et bien-être	27	36 697	27 000	26 998		26 998
Aménagement, urbanisme et développement	28	588 571	675 500	826 128	8 992	835 120
Loisirs et culture	29	2 531 796	2 826 200	2 956 338	353 501	3 309 839
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	426 746	456 200	545 098		549 963
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	2 125 384	2 062 800	2 194 884	(2 194 884)	
	34	14 775 389	16 595 600	17 104 603		17 162 873
	35	1 030 832	(1 147 400)	4 295 683	6 080	4 301 763

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		<u>Réalisations 2022</u>	<u>Budget 2023</u>	<u>Réalisations 2023</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
		Redressé note 23			<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 030 832	(1 147 400)	4 295 683	6 080	4 301 763
Moins : revenus d'investissement	2	(419 801)	()	(3 375 344)	(33)	(3 375 377)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	611 031	(1 147 400)	920 339	6 047	926 386
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	2 125 384	2 062 800	2 194 884	42 414	2 237 298
Produit de cession	5			205 394		205 394
(Gain) perte sur cession	6	5 432		(4 081)		(4 081)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	2 130 816	2 062 800	2 396 197	42 414	2 438 611
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	4 420		60 031		60 031
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	4 420		60 031		60 031
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13	83 850				
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	(333 895)		178 228		178 228
	15	(250 045)		178 228		178 228
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16				61	61
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 289 922)	(1 403 600)	(1 403 600)	(22 429)	(1 426 029)
	18	(1 289 922)	(1 403 600)	(1 403 600)	(22 368)	(1 425 968)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(377 609)	(32 500)	(215 317)	()	(215 317)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	481 377	794 600	323 947		323 947
Excédent de fonctionnement affecté	21	20 514		813 450		813 450
Réserves financières et fonds réservés	22	(213 872)	(273 900)	(274 866)		(274 866)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(89 590)	488 200	647 214		647 214
	26	505 679	1 147 400	1 878 070	20 046	1 898 116
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 116 710		2 798 409	26 093	2 824 502

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	Réalizations 2022		Réalizations 2023		Total consolidé ¹
	Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus d'investissement	1	419 801	3 375 344	33	3 375 377
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	21 330)(	75 121)(	)	(75 121)
Sécurité publique	3 (	632 716)(	483 262)(	)	(483 262)
Transport	4 (	226 646)(	4 388 147)(	)	(4 388 147)
Hygiène du milieu	5 (	375 934)(	225 529)(	300)(	(225 829)
Santé et bien-être	6 ())))
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	)	44 234)(	)	(44 234)
Loisirs et culture	8 (	1 177 024)(	766 983)(	)	(766 983)
Réseau d'électricité	9 ())))
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 ())))
	11 (	2 433 650)(	5 983 276)(	300)(	(5 983 576)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	42 708)()))
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 ())))
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	781 500	2 979 922		2 979 922
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	377 609	215 317		215 317
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	93 424	23 678		23 678
Excédent de fonctionnement affecté	17	78 588	(41 202)		(41 202)
Réserves financières et fonds réservés	18	441 201	401 722		401 722
	19	990 822	599 515		599 515
	20	(704 036)	(2 403 839)	(300)	(2 404 139)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	(284 235)	971 505	(267)	971 238

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022		2023	
		Administration municipale Redressé note 23	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	5 860 201	8 431 457	44 228	8 475 685
Débiteurs (note 5)	2	4 773 716	8 442 884	975	8 443 859
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4				
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5	2 740 501	2 562 363		2 562 363
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	6				
Autres actifs financiers (note 8)	7				
	8	13 374 418	19 436 704	45 203	19 481 907
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 9)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 10)	11	2 084 666	3 248 500	3 240	3 251 740
Revenus reportés (note 11)	12	528 839	1 066 987		1 066 987
Dettes à long terme (note 12)	13	17 030 904	20 660 542	189 341	20 849 883
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 13)	14				
Autres passifs (note 14)	15				
	16	19 644 409	24 976 029	192 581	25 168 610
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(6 269 991)	(5 539 325)	(147 378)	(5 686 703)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations corporelles (note 15)	18	36 534 516	40 128 371	736 629	40 865 000
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	521 850	461 819		461 819
Stocks de fournitures	20				
Actifs incorporels achetés (note 17)	21				
Autres actifs non financiers (note 18)	22	12 886	50 943		50 943
	23	37 069 252	40 641 133	736 629	41 377 762
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	4 634 874	5 491 302	8 221	5 499 523
Excédent de fonctionnement affecté	25	821 634	1 568 237		1 568 237
Réserves financières et fonds réservés	26	1 242 691	2 972 042	45 731	3 017 773
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	266 750)	242 500)	159 905)	402 405)
Financement des investissements en cours	28	1 189 354	380 155	(11 371)	368 784
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	23 177 458	24 932 572	706 575	25 639 147
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30				
	31	30 799 261	35 101 808	589 251	35 691 059
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					
Actifs éventuels (note 22)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	4 896 700	4 867 280	4 868 150	4 222 180
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	1 156 300	1 091 498	1 091 671	923 086
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	6 768 000	7 027 372	7 035 245	5 830 610
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	458 500	508 085	512 917	378 634
D'autres organismes municipaux	10				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11		35 435	35 468	52 652
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13		1 578	1 578	
Contributions					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	1 186 100	1 223 044	1 223 044	1 044 226
Transferts	15				
Autres	16				
Autres					
Transferts	17				
Autres	18	45 000	44 511	44 511	
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	2 062 800	2 194 883	2 237 297	2 365 558
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
Autres	21.1	22 200	110 917	111 216	21 159
Écart de conso actif / résultat	21.2			1 776	
	22	16 595 600	17 104 603	17 162 873	14 838 105

Note

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	5 499 523	4 640 392
Excédent de fonctionnement affecté	2	1 568 237	821 634
Réserves financières et fonds réservés	3	3 017 773	1 242 691
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	402 405)(	392 795)
Financement des investissements en cours	5	368 784	1 178 589
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	25 639 147	23 898 785
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	35 691 059	31 389 296
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	5 491 302	4 634 874
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	8 221	5 518
	11	5 499 523	4 640 392
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre Budgétaire	12.1	1 500 000	794 600
▪ Études et avant projet	12.2	68 237	27 034
	13	1 568 237	821 634
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪	14.1		
	15		
	16	1 568 237	821 634

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Rénovation urbaines	17.1	21 832
▪ Diverse engagements	17.2	21 832
	18	21 832
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	19.1	
	20	
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	21	362 579
Organismes contrôlés et partenariats	22	477 121
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	23	2 398 306
Organismes contrôlés et partenariats	24	652 867
Montant non réservé		
Administration municipale	25	
Organismes contrôlés et partenariats	26	45 731
Fonds local d'investissement	27	
Fonds local de solidarité	28	
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	29	43 600
Autres		
▪ Divers engagements	30.1	145 725
	31	2 995 941
	32	1 220 859
	32	3 017 773
		1 242 691

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	33 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	34 ()(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	35 ()(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	36 ()(
Autres	37 ()(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	38 ()(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	40 ()(
Assainissement des sites contaminés	41 ()(
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations	42 ()(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()(
Autres	44.1 ()(
▪	45 ()(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	46 ()(
Utilisation du fonds de roulement	47 ()(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	48 ()(
Utilisation du fonds de roulement	49 ()(
Autres	50.1 ()(
▪	51 ()(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	52 ()(
Mesure relative à la COVID-19	53 ()(
Frais d'émission de la dette à long terme	54 ()(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	55 ()(
Autres		
▪ Financement - Barrage Orica	56.1 (	242 500)(
▪ Disposition des boues (Organisme contrôlé)	56.2 (	159 905)(
	57 (	402 405)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	58	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	59	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	60	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	61	
Autres		
▪	62.1	
	63	
	64 (	402 405)(
		392 795)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 1 424 958	2 525 394
Investissements à financer	66 (1 056 174)(	1 346 805)
	67 368 784	1 178 589
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	68 40 865 000	37 291 803
Propriétés destinées à la revente	69 461 819	521 850
Prêts	70	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	72 2 562 363	2 740 501
	73 43 889 182	40 554 154
Ajustements aux éléments d'actif	74	
	75 43 889 182	40 554 154
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	76 (20 849 883)(	17 237 203)
Frais reportés liés à la dette à long terme	77 (210 973)(	114 443)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	78 2 405 923	258 949
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	79 162 398	170 578
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	80 242 500	266 750
	81 (18 250 035)(	16 655 369)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	82 ())
	83 (18 250 035)(	16 655 369)
	84 25 639 147	23 898 785

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

		2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au début de l'exercice	3		
Charge de l'exercice	4	()(
Cotisations versées par l'employeur	5		
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8	()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9		
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11		
Provision pour moins-value	12	()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13		
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs			
Nombre de régimes en cause	14		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16	()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17	()(
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20		
Cotisations salariales des employés	21	()(
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22	()(
	23		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres	29.1		
▪	29.1		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	30		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	31		
Rendement espéré des actifs	32	()(
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	33		
Charge de l'exercice	34		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	35	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	36 ()(
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	37	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	38	
Prestations versées au cours de l'exercice	39	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	40	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	41	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	42	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	43	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	44	
DMERCA du nouveau volet	45	
DMERCA de l'ancien volet	46	
Espérance de vie des participants (retraités et actifs) de l'ancien volet	47	
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	48	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	49	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	50	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	51	%
Autres hypothèses économiques		
▪	52.1	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2023	2022
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

	2023	2022	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres	81.1		
	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	()	
Rendement espéré des actifs	85	()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
	86		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	87		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	88	()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	89		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	90		
Prestations versées au cours de l'exercice	91		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	93		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	94		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	95		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	96	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	97	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	98	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	99	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	100	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	102		
Autres hypothèses économiques	103.1		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	104		
Description des régimes et autres renseignements			
		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	105		
Régime de retraite par financement salarial	106		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	107		
Régime de retraite à prestations cibles	108		
Autres régimes	109		
	110		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	111		1
--	-----	--	---

Description des régimes et autres renseignements

La Ville participe à un régime de retraite simplifié. Ce régime s'adresse aux employés syndiqués et cadres. Les employés participent au régime de retraite simplifié par Desjardins Sécurité Financière. Les cotisations des employés et de l'employeur sont calculés sur le salaire régulier. Le taux de cotisation est de 7 %.

Les employés peuvent effectuer des cotisations supplémentaires volontaires.

		2023	2022
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	112		
Régime de retraite simplifié	113	221 950	185 874
REER	114		
Autres régimes	115		
	116	221 950	185 874

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2023	2022
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	117	5	5

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

		<u>2023</u>	<u>2022</u>
Cotisations des élus au RREM	118	3 814	3 493
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	119	12 853	11 771
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	120	4 441	4 607
	121	17 294	16 378

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées		
		municipale	Réalisations	Réalisations	
TAXES		Réalisations	2023	Réalisations	
		2023	2023	2022	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
	Taxe foncière générale	1	7 728 136	7 728 136	7 385 265
Taxes spéciales					
	Service de la dette	2	1 615 612	1 615 612	1 512 324
	Activités de fonctionnement	3			
	Activités d'investissement	4			
	Réserve financière pour le service de l'eau	5			
	Réserve financière pour le service de la voirie	6			
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
	Service de la dette	7			11
	Activités de fonctionnement	8	15 489	15 489	10 980
	Activités d'investissement	9			
Autres					
		10			
		11	9 359 237	9 359 237	8 908 580
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
	Eau	12	661 673	661 673	621 128
	Égout	13	258 542	258 542	201 680
	Traitement des eaux usées	14	311 237	311 237	300 997
	Matières résiduelles	15	747 154	747 154	622 569
Autres					
	▪ Roulotte	16.1	240	240	240
	▪ Signalisation	16.2	621	621	2 753
	Centres d'urgence 9-1-1	17	36 169	36 169	39 919
	Service de la dette	18	282 330	282 330	290 702
	Pouvoir général de taxation	19			
	Activités de fonctionnement	20			
	Activités d'investissement	21			
		22	2 297 966	2 297 966	2 079 988
Taxes d'affaires					
	Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
	Autres	24			
		25			
		26	2 297 966	2 297 966	2 079 988
		27	11 657 203	11 657 203	10 988 568

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	28	538	538	1 050
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	31	9 719	9 719	10 687
Cégeps et universités	32			
Écoles primaires et secondaires	33	43 322	43 322	47 822
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	34			
	35	53 579	53 579	59 559
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	36	4 588	4 588	4 379
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39	4 588	4 588	4 379
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	40			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	41			
	42			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	43			
Autres	44			
	45			
	46	58 167	58 167	63 938

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	47	56 410	56 410	7 701
Sécurité publique				
Police	48	7 919	7 919	
Sécurité incendie	49	13 707	13 707	33 652
Sécurité civile	50			
Autres	51			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	52	450 755	450 755	424 216
Enlèvement de la neige	53			
Autres	54			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	55			
Transport adapté	56			
Transport scolaire	57			
Autres	58			
Transport aérien	59			
Transport par eau	60			
Autres	61			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	62	30 154	30 154	31 822
Réseau de distribution de l'eau potable	63	3 307	3 307	3 766
Traitement des eaux usées	64			16
Réseaux d'égout	65			3 803
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	66	2 364	2 364	51 532
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	67			
Tri et conditionnement	68			
Autres	69			
Autres	70			
Cours d'eau	71			
Protection de l'environnement	72	18 925	18 925	
Autres	73			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	74			
Sécurité du revenu	75			
Autres	76			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	77			
Rénovation urbaine	78			
Promotion et développement économique	79	28 897	28 897	
Autres	80			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	81			
Activités culturelles				
Bibliothèques	82	24 068	24 068	19 452
Autres	83	5 210	5 210	3 400
Réseau d'électricité	84			
	85	641 716	641 716	579 360

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	86	37 521	37 521	
Sécurité publique				
Police	87			
Sécurité incendie	88			
Sécurité civile	89			
Autres	90			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	91			19 366
Enlèvement de la neige	92			
Autres	93			7 559
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	94			
Transport adapté	95			
Transport scolaire	96			
Autres	97			
Transport aérien	98			
Transport par eau	99			
Autres	100			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	101	1 379 507	1 379 507	566 342
Réseau de distribution de l'eau potable	102			8 399
Traitement des eaux usées	103		10	
Réseaux d'égout	104		23	8 399
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	105	2 052 659	2 052 659	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	106			
Tri et conditionnement	107			
Autres	108			
Autres	109			
Cours d'eau	110			
Protection de l'environnement	111			
Autres	112			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	113			
Sécurité du revenu	114			
Autres	115			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	116			
Rénovation urbaine	117			
Promotion et développement économique	118			
Autres	119			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	120	37 521	37 521	
Activités culturelles				
Bibliothèques	121			
Autres	122	3 498	3 498	
Réseau d'électricité	123			
	124	3 510 706	3 510 739	610 065

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
	Regroupement municipal et réorganisation municipale	125		
	Péréquation	126		
	Neutralité	127		
	Partage des redevances sur les ressources naturelles	128		
	Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	129	125 140	214 001
	Fonds de développement des territoires	130		
	Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	131		
	Partage de la croissance d'un point de la TVQ	132	119 182	92 874
	Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	133		
	Autres	134		
		135	244 322	306 875
	TOTAL DES TRANSFERTS	136	4 396 744	1 496 300

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022	
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	137			
Évaluation	138			
Autres	139			
	140			
Sécurité publique				
Police	141			
Sécurité incendie	142	37 842	37 842	73 572
Sécurité civile	143			
Autres	144			
	145	37 842	37 842	73 572
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	146			
Enlèvement de la neige	147			
Autres	148			
Transport collectif	149			
Autres	150			
	151			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	152			
Réseau de distribution de l'eau potable	153	1 575	1 575	
Traitement des eaux usées	154	51 216	51 216	4 812
Réseaux d'égout	155			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	156			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	157			
Tri et conditionnement	158			
Autres	159			
Autres	160			
Cours d'eau	161			
Protection de l'environnement	162			
Autres	163			
	164	52 791	52 791	4 812

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	165				
Autres	166				
	167				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	168	16 785	16 785		
Rénovation urbaine	169				
Promotion et développement économique	170				
Autres	171				
	172	16 785	16 785		
Loisirs et culture					
Activités récréatives	173	10 767	10 767	(7 666)	
Activités culturelles					
Bibliothèques	174				
Autres	175	13 500	13 500		
	176	24 267	24 267	(7 666)	
Réseau d'électricité					
	177				
	178	131 685	131 685	70 718	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale					
Greffe et application de la loi	179				
Évaluation	180				
Autres	181	16 664	16 664	16 664	16 115
	182	16 664	16 664	16 664	16 115
Sécurité publique					
Police	183				
Sécurité incendie	184				
Sécurité civile	185				
Autres	186	7 395	7 395	7 395	26 293
	187	7 395	7 395	7 395	26 293
Transport					
Réseau routier					
Voirie municipale	188				
Enlèvement de la neige	189				
Autres	190	5 196	5 196	5 196	7 870
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	191				
Transport adapté	192				
Transport scolaire	193				
Autres	194				
Autres	195				
	196	5 196	5 196	5 196	7 870
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	197				
Réseau de distribution de l'eau potable	198				
Traitement des eaux usées	199				
Réseaux d'égout	200				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	201				
Matières recyclables	202				
Autres	203				
Cours d'eau	204				
Protection de l'environnement	205				
Autres	206				
	207				

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>			Administration municipale	Données consolidées	
			Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	208				
Sécurité du revenu	209				
Autres	210				
	211				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	212				
Rénovation urbaine	213				
Promotion et développement économique	214				
Autres	215				
	216				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	217				
Activités culturelles					
Bibliothèques	218				
Autres	219	1 831 717	1 831 717	1 713 600	
	220	1 831 717	1 831 717	1 713 600	
Réseau d'électricité					
	221				
	222	1 860 972	1 860 972	1 763 878	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	223	1 992 657	1 992 657	1 834 596	

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	224	124 046	124 046	139 417
Droits de mutation immobilière	225	699 427	699 427	950 648
Droits sur les carrières et sablières	226	119 927	119 927	65 495
Autres	227			
	228	943 400	943 400	1 155 560
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	229	101 689	101 689	40 248
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	230			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	231	575 913	575 913	329 281
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	232	4 081	4 081	(5 432)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	233			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	234	1 696 000	1 696 000	51 300
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	235			(83 850)
Contributions des promoteurs	236	42 866	42 866	125 221
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	237			
Contributions des organismes municipaux	238	91 296	91 296	104 453
Autres contributions	239			
Redevances réglementaires	240			
Autres	241	18 498	18 498	39 988
	242	1 852 741	1 852 741	231 680
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	243			

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	244 015		244 015	244 015	217 661
Greffe et application de la loi	2	309 027	769	309 796	309 796	255 971
Gestion financière et administrative	3	938 574	424	938 998	947 202	877 388
Évaluation	4	278 923		278 923	278 923	103 321
Gestion du personnel	5	183 938		183 938	183 938	127 578
Autres						
▪ Autres	6.1	296 934	34 846	331 780	331 780	294 643
	7	2 251 411	36 039	2 287 450	2 295 654	1 876 562
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	8	1 255 842		1 255 842	1 255 842	1 200 061
Sécurité incendie	9	1 367 593	174 384	1 541 977	1 541 977	1 288 998
Sécurité civile	10	29 824		29 824	29 824	19 707
Autres	11	108 152		108 152	108 152	107 386
	12	2 761 411	174 384	2 935 795	2 935 795	2 616 152
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	13	2 219 970	992 992	3 212 962	3 212 962	2 980 355
Enlèvement de la neige	14	1 338 738	1 767	1 340 505	1 340 505	1 106 225
Éclairage des rues	15	34 721	30 305	65 026	65 026	61 127
Circulation et stationnement	16	39 092	1 407	40 499	40 499	20 177
Transport collectif						
Transport en commun	17	69 082		69 082	69 082	46 536
Transport aérien	18					
Transport par eau	19					
Autres	20					
	21	3 701 603	1 026 471	4 728 074	4 728 074	4 214 420

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées	
	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
HYGIÈNE DU MILIEU					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	22	384 159	119 715	503 874	464 485
Réseau de distribution de l'eau potable	23	103 467	173 405	276 872	213 081
Traitement des eaux usées	24	258 520	76 426	334 946	309 942
Réseaux d'égout	25	152 101	225 951	378 052	394 253
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés					
Collecte et transport	26	637 158		637 158	597 041
Élimination	27	195 213		195 213	201 082
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	28				
Tri et conditionnement	29	74 766		74 766	10 531
Matières organiques					
Collecte et transport	30				
Traitement	31				
Matériaux secs	32	35 348		35 348	181 631
Autres	33				
Plan de gestion	34				
Autres	35				
Cours d'eau	36				
Protection de l'environnement	37				
Autres	38				
	39	1 840 732	595 497	2 436 229	2 190 415
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE					
Logement social	40	26 998		26 998	36 697
Sécurité du revenu	41				
Autres	42				
	43	26 998		26 998	36 697

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

	Administration municipale			Données consolidées		
	Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022	
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	44	643 618	8 992	652 610	652 610	461 925
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	45					10 000
Autres biens	46					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	47	101 144		101 144	101 144	116 363
Tourisme	48	21 335		21 335	21 335	
Autres	49					
Autres	50	60 031		60 031	60 031	4 420
	51	826 128	8 992	835 120	835 120	592 708
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	52	458 303		458 303	458 303	339 196
Patinoires intérieures et extérieures	53	362 458	26 353	388 811	388 811	249 484
Piscines, plages et ports de plaisance	54	4 080		4 080	4 080	1 364
Parcs et terrains de jeux	55	399 487	79 604	479 091	479 091	555 082
Parcs régionaux	56					
Expositions et foires	57	98 318		98 318	98 318	65 579
Autres	58	1 318 740	230 713	1 549 453	1 549 453	1 343 949
	59	2 641 386	336 670	2 978 056	2 978 056	2 554 654
Activités culturelles						
Centres communautaires	60	21 490	11 416	32 906	32 906	40 026
Bibliothèques	61	293 664	4 488	298 152	298 152	285 185
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	62					
Autres ressources du patrimoine	63					
Autres	64	(202)	927	725	725	
	65	314 952	16 831	331 783	331 783	325 211
	66	2 956 338	353 501	3 309 839	3 309 839	2 879 865

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	67					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	68	487 678		487 678	492 543	378 259
Autres frais	69	55 842		55 842	55 842	53 027
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	70					
Autres	71	1 578		1 578	1 578	
	72	545 098		545 098	549 963	431 286
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	73					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	74	2 194 884 (	2 194 884)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	3
Analyse de la dette à long terme consolidée	4
Endettement total net à long terme consolidé	5
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	6

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	8
Analyse de la rémunération non consolidée	9
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Rémunération des élus	12

Autres renseignements

Questionnaire	13
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration	Données consolidées	
		municipale	Réalisations	Réalisations
		Réalisations	Réalisations	Réalisations
		2023	2023	2022
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	609 998	609 998	134 125
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	241 271	241 271	122 631
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	3 307 842	3 307 842	305 888
Ponts, tunnels et viaducs	7	396 038	396 038	
Systèmes d'éclairage des rues	8	7 530	7 530	8 071
Aires de stationnement	9	12 248	12 248	
Parcs et terrains de jeux	10	270 559	270 559	340 619
Autres infrastructures	11	27 837	27 837	
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	150 884	150 884	22 640
Édifices communautaires et récréatifs	14	205 273	205 273	
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	425 253	425 253	410 165
Ameublement et équipement de bureau	18	40 573	40 573	67 779
Machinerie, outillage et équipement divers	19	267 229	267 529	465 643
Terrains	20	20 741	20 741	566 808
Autres	21			
	22	5 983 276	5 983 576	2 444 369

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalizations 2023	Réalizations 2023	Réalizations 2022
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	1	609 998	609 998	134 125
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	241 271	241 271	122 631
Autres infrastructures	5	4 022 054	4 022 054	646 507
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	6			
Usines de traitement de l'eau potable	7			
Usines et bassins d'épuration	8			
Conduites d'égout	9			
Autres infrastructures	10			8 071
Autres immobilisations corporelles	11	1 109 953	1 110 253	1 533 035
	12	5 983 276	5 983 576	2 444 369

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	2 852 111		291 909	2 560 202
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	14 240 586	2 979 922	1 125 777	16 094 731
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	17 092 697	2 979 922	1 417 686	18 654 933
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	258 949	2 172 878	25 904	2 405 923
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12				
	13	258 949	2 172 878	25 904	2 405 923
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	258 949	2 172 878	25 904	2 405 923
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	258 949	2 172 878	25 904	2 405 923
	19	17 351 646	5 152 800	1 443 590	21 060 856
Dette en cours de refinancement	20	()		()	
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	17 351 646	5 152 800	1 443 590	21 060 856

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**Administration municipale**

Dette à long terme	1	21 060 856
--------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	1 045 549
---------------------------------------	---	-----------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres		
▪	5.1	

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	6	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	7	2 398 306
--	---	-----------

Débiteurs	8	2 405 026
-----------	---	-----------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
▪	11.1	

Endettement net à long terme de l'administration municipale	12	17 303 073
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
	13	

Endettement net à long terme	14	17 303 073
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	15	478 125
---------------------------------	----	---------

Communauté métropolitaine	16	
---------------------------	----	--

Autres organismes	17	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	18	17 781 198
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	19	
---	----	--

Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	20	
---	----	--

	21	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	22	17 781 198
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus, et à la ligne 18, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	24	
--	----	--

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2023	Réalisations 2023	Réalisations 2022
Administration générale				
	Greffe et application de la loi	1		
	Évaluation	2	126 449	103 321
	Autres	3	243 350	225 445
Sécurité publique				
	Police	4		
	Sécurité incendie	5	47 797	51 934
	Sécurité civile	6		
	Autres	7		
Transport				
	Réseau routier	8	5 942	43 710
	Transport collectif	9		
	Autres	10	69 082	46 536
Hygiène du milieu				
	Eau et égout	11	128 226	12 858
	Matières résiduelles	12	82 611	18 207
	Cours d'eau	13		
	Protection de l'environnement	14		
	Autres	15		
Santé et bien-être				
	Logement social	16	27 000	36 697
	Autres	17		
Aménagement, urbanisme et développement				
	Aménagement, urbanisme et zonage	18	167 754	165 823
	Rénovation urbaine	19	101 144	116 363
	Promotion et développement économique	20		
	Autres	21		
Loisirs et culture				
	Activités récréatives	22	223 689	223 332
	Activités culturelles	23		
Réseau d'électricité				
		24		
		25	1 223 044	1 044 226

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	5 983 276	2 433 650
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	5 983 276	2 433 650

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	18,00	35,00	32 760,00	*****	*****	*****
Professionnels	2	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
Cols blancs	3	28,00	35,00	50 960,00	*****	*****	*****
Cols bleus	4	39,00	39,00	79 092,00	*****	*****	*****
Policiers	5	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
Pompiers	6	26,00	25,00	34 177,00	*****	*****	*****
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7	0,00	0,00	0,00	*****	*****	*****
	8	111,00		196 989,00	*****	*****	*****
Élus	9	7,00			136 488	22 056	158 544
	10	118,00			*****	*****	*****

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	1					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	2	30 154	421 536	957 971		1 409 661
Réseau de distribution de l'eau potable	3	3 307				3 307
Traitement des eaux usées	4					
Réseaux d'égout	5					
Autres	6	931 529	1 958 316	93 931		2 983 776
	7	964 990	2 379 852	1 051 902		4 396 744

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

		2023	2022
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2	1 578	
Autres	3	1 145	1 826
	4	2 723	1 826
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	20 367	5 346
Sécurité civile	7	14 486	
Autres	8		
	9	34 853	5 346
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	303 529	277 083
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12	5 052	
Transport collectif	13		
Autres	14	7 494	
	15	316 075	277 083
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	33 986	38 446
Réseau de distribution de l'eau potable	17	32 443	20 954
Traitement des eaux usées	18	3 629	4 346
Réseaux d'égout	19	14 771	12 869
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	1 504	1 356
	26	86 333	77 971
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	104 525	64 520
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	163	
Autres	38	426	
	39	105 114	64 520
Réseau d'électricité			
	40		
	41	545 098	426 746

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Kévin Maurice	1.1 Maire	29 531	14 765	23 671	2 568
Martine Renaud	1.2 Maire suppléant	13 444	4 922		
Pierre Baril	1.3 Conseiller	9 844	4 922		
Louis Quevillon	1.4 Conseiller	9 844	4 922		
Stephen Rowland	1.5 Conseiller	9 844	4 922		
Marilou Laurin	1.6 Conseiller	9 844	4 922		
André Jr. Florestal	1.7 Conseiller	9 844	4 922		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité

OUI NON

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre 1 2 100 000 \$

Les questions 2 à 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières? 2

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023 3 119 927 \$

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières? 4

4. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille 5 _____ \$

Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement 6 _____ \$

Ligne 3 : Autres revenus 7 _____ \$

Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille 8 _____ \$

Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value 9 _____ \$

Ligne 7 : Autres créances douteuses 10 _____ \$

Ligne 9 : Autres charges 11 _____ \$

Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie 12 _____ \$

Ligne 13 : Placements de portefeuille 13 _____ \$

Ligne 14 : Débiteurs 14 _____ \$

Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement 15 _____ \$

Ligne 16 : Provision pour moins-value 16 _____ \$

Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer 17 _____ \$

Ligne 20 : Revenus reportés 18 _____ \$

Ligne 21 : Dette à long terme 19 _____ \$

Ligne 24 : Libres 20 _____ \$

Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts 21 _____ \$

Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts 22 _____ \$

Montant des pardons de prêts constatés

 Solde cumulatif au début de l'exercice 23 _____ \$

 Constatés au cours de l'exercice 24 _____ \$

 Solde cumulatif à la fin de l'exercice 25 _____ \$

Les questions 5 à 12 s'appliquent aux municipalités seulement

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

26

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

27 551 944 \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

28

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2023

29 122 651 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

30

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

31 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

32

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

33 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

34

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

35

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

MRC d'Argenteuil, entente de 2022 à 2027

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

36

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

37 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

38

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2023

39 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

40

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

41 39 113 \$

- b) autres formes d'aide

42 _____ \$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2023

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2023

43 \$10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2023 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD44 411 999 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

45 1 338 738 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

46 83 943 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

47 460 980 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

48 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

49 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

50 657 490 \$

Systèmes de drainage

51 44 052 \$

Abords de routes

52 33 866 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

53 1 280 331 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

54 44 288 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

55 33 498 \$

c) Total des frais encourus admissibles

56 2 696 855 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

Chenillette à trottoir

▪ Relatives à l'entretien d'été :

Afficheur de vitesse

Boîte de tranchée

Remonte charge hydraulique

e) Si le total des frais encourus à la ligne 56 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2023 (ligne 44), veuillez fournir les justifications :

n/a

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 53 et 55), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2023 (ligne 44), veuillez en fournir les explications :

n/a

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

57 24-06-184

b) Date d'adoption de la résolution

58 2024-06-04

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre* ?
- 59
- Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :
- a) Numéro de la résolution 60 2019-11-318
- b) Date d'adoption de la résolution 61 2019-11-05
12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)
- Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année*
- a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire 62 _____
- b) Nombre de signalements reçus d'un médecin 63 _____
- Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens*
- c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année 64 _____
- d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique 65 _____
- e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure 66 _____
- f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves 67 _____
- g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient 68 _____
- Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens*
- h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité 69 565
- i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg 70 175
- j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité 71 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?

72

La question 13 s'applique aux MRC et aux municipalités seulement

13. Information spécifique au *Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises - Feux de forêt* déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :

Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	73		\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	74		\$
Ligne 3 : Autres revenus	75		\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	76		\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	77		\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	78		\$
Ligne 9 : Autres charges	79		\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	80		\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	81		\$
Ligne 14 : Débiteurs	82		\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	83		\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	84		\$
Ligne 19 : Créditeurs et charges à payer	85		\$
Ligne 20 : Revenus reportés	86		\$
Ligne 21 : Dette à long terme	87		\$
Ligne 24 : Libres	88		\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	89		\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	90		\$

La question 14 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

2

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

3

3. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

4

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

5

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

6

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

7

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

8

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

9

Les questions 8 et 9 s'appliquent aux municipalités avec agglomération seulement.

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2024-09-24

Nom du signataire : Pierre-Alain Bouchard

Fonction du signataire : Greffier et directeur du Serv. juridique

Date de transmission au Ministère : 2024-09-25

Date et heure de la dernière modification : 2024-09-25 09:13

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2023

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalisations 2022	Budget 2023	Réalisations 2023		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	15 386 420	15 448 200	18 024 942	165 399	18 089 259
Investissement	2	419 801		3 375 344	33	3 375 377
	3	15 806 221	15 448 200	21 400 286	165 432	21 464 636
Charges	4	14 775 389	16 595 600	17 104 603	159 352	17 162 873
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 030 832	(1 147 400)	4 295 683	6 080	4 301 763
Moins : revenus d'investissement	6 (	419 801)(	)	3 375 344)(	33)(	3 375 377)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	611 031	(1 147 400)	920 339	6 047	926 386
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	2 125 384	2 062 800	2 194 884	42 414	2 237 298
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				61	61
Remboursement de la dette à long terme	10 (	1 289 922)(	1 403 600)(	1 403 600)(	22 429)(	1 426 029)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	377 609)(	32 500)(	215 317)(	)	215 317)
Excédent (déficit) accumulé	12	288 019	520 700	862 531		862 531
Autres éléments de conciliation	13	(240 193)		439 572		439 572
	14	505 679	1 147 400	1 878 070	20 046	1 898 116
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 116 710		2 798 409	26 093	2 824 502

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2022	2023	2022
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	5 860 201	8 431 457	8 475 685
Débiteurs	2	4 773 716	8 442 884	8 443 859
Placements de portefeuille	3			
Autres	4	2 740 501	2 562 363	2 740 501
	5	13 374 418	19 436 704	19 481 907
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	17 030 904	20 660 542	20 849 883
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			
Autres	9	2 613 505	4 315 487	4 318 727
	10	19 644 409	24 976 029	25 168 610
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(6 269 991)	(5 539 325)	(6 437 243)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	36 534 516	40 128 371	40 865 000
Autres	13	534 736	512 762	534 736
	14	37 069 252	40 641 133	41 377 762
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	4 634 874	5 491 302	5 499 523
Excédent de fonctionnement affecté	16	821 634	1 568 237	821 634
Réserves financières et fonds réservés	17	1 242 691	2 972 042	3 017 773
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	266 750)(	242 500)(	402 405)(
Financement des investissements en cours	19	1 189 354	380 155	368 784
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	23 177 458	24 932 572	25 639 147
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	30 799 261	35 101 808	35 691 059

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2023**

		2023	2022
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Équilibre Budgétaire	1.1	1 500 000	794 600
▪ Études et avant projet	1.2	68 237	27 034
	2	1 568 237	821 634
Organismes contrôlés et partenariats ¹	3		
	4	1 568 237	821 634
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪ Rénovation urbaines	5.1	21 832	21 832
▪ Diverse engagements	5.2		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats	6		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	7	362 579	477 121
Organismes contrôlés et partenariats	8		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Administration municipale	9	2 398 306	652 867
Organismes contrôlés et partenariats	10	45 731	
Fonds local d'investissement	11		
Fonds local de solidarité	12		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	13	43 600	21 800
Autres			
▪ Divers engagements	14.1	145 725	69 071
	15	3 017 773	1 242 691
	16	4 586 010	2 064 325

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	17 303 073
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	17 781 198

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2023

		2023	2022
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	16 094 731	14 240 586
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	2 560 202	2 852 111
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	2 405 923	258 949
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9		
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	21 060 856	17 351 646

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022	Budget 2023	Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	10 988 568	11 720 600	11 657 203	11 657 203
Compensations tenant lieu de taxes	13	63 938	58 100	58 167	58 167
Quotes-parts	14				64 317
Transferts	15	886 181	883 600	886 038	886 038
Services rendus	16	1 834 596	1 991 700	1 992 657	1 992 657
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	1 525 088	586 200	1 045 089	1 045 089
Autres	18	88 049	208 000	2 385 788	2 385 788
	19	15 386 420	15 448 200	18 024 942	18 089 259
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	610 065		3 510 706	3 510 739
Autres	23	(190 264)		(135 362)	(135 362)
	24	419 801		3 375 344	3 375 377
	25	15 806 221	15 448 200	21 400 286	21 464 636

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Administration municipale			Données consolidées	
		Réalizations 2023			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2023	2022
Administration générale	1	2 251 411	36 039	2 287 450	2 295 654	1 876 562
Sécurité publique						
Police	2	1 255 842		1 255 842	1 255 842	1 200 061
Sécurité incendie	3	1 367 593	174 384	1 541 977	1 541 977	1 288 998
Autres	4	137 976		137 976	137 976	127 093
Transport						
Réseau routier	5	3 632 521	1 026 471	4 658 992	4 658 992	4 167 884
Transport collectif	6	69 082		69 082	69 082	46 536
Autres	7					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	8	898 247	595 497	1 493 744	1 392 662	1 381 761
Matières résiduelles	9	942 485		942 485	1 088 768	808 654
Autres	10					
Santé et bien-être	11	26 998		26 998	26 998	36 697
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	12	643 618	8 992	652 610	652 610	461 925
Promotion et développement économique	13	122 479		122 479	122 479	116 363
Autres	14	60 031		60 031	60 031	14 420
Loisirs et culture	15	2 956 338	353 501	3 309 839	3 309 839	2 879 865
Réseau d'électricité	16					
Frais de financement	17	545 098		545 098	549 963	431 286
Effet net des opérations de restructuration	18					
	19	14 909 719	2 194 884	17 104 603	17 162 873	14 838 105
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	2 194 884 (	2 194 884)			
	21	17 104 603		17 104 603	17 162 873	14 838 105

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2023

		Réalizations 2022		Réalizations 2023	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	419 801	3 375 344	33	3 375 377
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	2 433 650)(	5 983 276)(	300)(	5 983 576)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	42 708)()))
Financement à long terme des activités d'investissement	4	781 500	2 979 922		2 979 922
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	377 609	215 317		215 317
Excédent accumulé	6	613 213	384 198		384 198
	7	(704 036)	(2 403 839)	(300)	(2 404 139)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	(284 235)	971 505	(267)	971 238

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14